

# COMMUNIQUÉ OFFICIEL SUR LA SITUATION SOCIOPOLITIQUE ET INSTITUTIONNELLE D'HAÏTI

## Mise en Contexte

L'**Institut National pour la Défense des Droits Économiques, Sociaux et Culturels (INDESC)**, organisation haïtienne de défense et de promotion des droits humains de deuxième génération, fidèle à sa mission de veille citoyenne, d'analyse critique de l'action publique et de plaider pour un État fondé sur la dignité humaine, l'État de droit et la justice sociale, se voit dans l'obligation morale, civique et institutionnelle de se prononcer sur la situation actuelle du pays depuis l'entrée en fonction du **Conseil Présidentiel de Transition (CPT)**.

Cette note s'inscrit dans une démarche de responsabilité historique, dans un contexte marqué par l'effondrement quasi total des institutions publiques, la généralisation de l'insécurité, la paupérisation accélérée des populations et l'érosion profonde de la confiance citoyenne envers l'État.

## I- Constat général : une transition sans rupture, une crise sans gouvernail

Depuis l'installation du **CPT**, l'**INDESC** observe avec une vive préoccupation :

L'absence de rupture avec les pratiques politiques ayant conduit à la faillite institutionnelle du pays ;

Une gouvernance de transition caractérisée par des ambiguïtés politiques, un déficit de lisibilité stratégique et une faible capacité de décision souveraine ;

La persistance d'une insécurité généralisée, affectant gravement les droits fondamentaux à la vie, à la liberté de circulation, à l'alimentation, à l'éducation, à la santé et au travail ;

L'affaiblissement continu de l'autorité de l'État, remplacée de facto par des pouvoirs armés illégitimes, dans une violation systématique des obligations internationales d'Haïti en matière de droits humains.

Cette situation traduit non pas une transition de refondation, mais une gestion prolongée de l'effondrement, au détriment des droits économiques, sociaux et culturels de la majorité de la population.

Institut National  
pour la Défense des  
Droits Économiques,  
Sociaux et Culturels  
(INDESC)



indeschaiti509@gmail.com



+(509) 3125-8179  
+(509) 4709-8886



@ INDESC\_Haïti



www.inddesc.org

## II. La transition actuelle : un déficit éthique et de bonne gouvernance

L'INDESC rappelle que toute transition politique tire sa légitimité non seulement de son caractère temporaire, mais surtout de son ancrage éthique, de sa redevabilité et de sa capacité à produire des transformations structurelles.

Or, force est de constater que : les principes d'éthique publique et d'intégrité institutionnelle demeurent largement absents du fonctionnement de la transition ;

Les mécanismes de transparence, de reddition de comptes et de participation citoyenne sont faibles, voire inexistantes ;

Les décisions stratégiques semblent souvent déconnectées des priorités vitales de la population et des standards internationaux de bonne gouvernance démocratique.

Cette carence éthique compromet gravement la crédibilité de la transition et alimente le sentiment d'exclusion, d'abandon et de résignation au sein des couches les plus vulnérables.

## III. La nécessité impérieuse d'une transition de refondation de l'État

L'INDESC insiste : Haïti n'a pas besoin d'une transition de gestion, mais d'une transition de transformation.

Une transition véritablement utile doit impérativement être :

Axée sur l'éthique et la responsabilité publique, rompant avec l'impunité, la corruption et la capture de l'État par des intérêts particuliers ;

Fondée sur la bonne gouvernance, impliquant une administration publique professionnelle, dépolitisée et orientée vers le service à la population ;

Engagée dans une réforme en profondeur de l'État, incluant :

La réforme du système de sécurité et de justice ;

La refondation des institutions électorales ;

La modernisation de l'administration publique ;

La reconnaissance effective des droits économiques, sociaux et culturels comme socle de la paix sociale ;

Orientée vers la restauration de l'ordre républicain, non par la force arbitraire, mais par la légitimité institutionnelle, la loi et le respect des droits humains.

#### IV. Position et recommandations de l'INDDDESC

Face à la gravité de la situation, l'INDDDESC :

Exhorte le Conseil Présidentiel de Transition à recentrer ses actions et rencontrer illico tous les secteurs de la vie nationale afin de décider sur la gouvernance du pays après le 7 Février 2026, en vue de protéger les droits humains et garantir la reconstruction institutionnelle du pays ;

Appelle à l'adoption immédiate d'une feuille de route claire, publique et mesurable, intégrant les principes d'éthique, de bonne gouvernance et de réforme structurelle de l'État ;

Recommande l'implication réelle des organisations de droits humains, des forces sociales et des experts nationaux indépendants dans le processus de transition ;

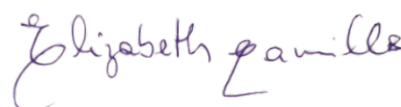
Avertit que toute transition dépourvue de vision éthique et de réforme profonde ne fera que prolonger l'instabilité, accroître les violations des droits humains et hypothéquer l'avenir des générations futures.

#### Conclusion

L'**INDDDESC** rappelle avec fermeté que la transition politique n'est pas une fin en soi, mais un outil exceptionnel au service de la refondation de l'État et de la dignité humaine.

L'histoire jugera sévèrement toute transition qui aura manqué le rendez-vous de l'éthique, de la justice sociale et du courage politique.

Il n'y aura ni paix durable, ni stabilité réelle en Haïti sans une transition fondée sur la vérité, la responsabilité et la réforme profonde de l'État.



Elizabeth F. CAMILLE  
**Secrétaire Exécutive**